

La traduction française de la *Théorie générale*: Leçons pour les petits-enfants de Keynes

La composition de cet ouvrage a été pour l'auteur un long effort d'évasion, une lutte pour échapper aux formes habituelles de pensée et d'expression ; et la plupart des lecteurs devront s'imposer un effort analogue pour que l'auteur parvienne à les convaincre ... La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes...

Préface à l'édition anglaise de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, décembre 1935 (Keynes, 2017, p.24).

Deux ans après sa parution en 1936 en Grande-Bretagne, *The General Theory* n'était toujours pas traduite en français. Pourtant, plusieurs ouvrages antérieurs de Keynes, *The Economic Consequences of the Peace* (1919), *A Revision of the Treaty* (1921), *A Tract on Monetary Reform* (1922), *The French Franc* (1926 et 1928) et *Essays in persuasion* (1933) avaient été traduits. En 1936, la maison Payot avait décliné la proposition de l'éditeur anglais de publier une traduction française de *The General Theory* au motif qu'il n'y aurait pas eu de lectorat français pour un ouvrage aussi technique. En revanche, le contrat de traduction en allemand avait été conclu dès 1935, avant même la publication, et la version originale en anglais et l'édition allemande étaient en vente dans les librairies dès décembre 1936.

Trois parties dans cet article : 1/ l'esprit libre d'un jeune haut fonctionnaire, soulignant le contraste entre les idées dominantes et celle qui inspirent Jean de Largentaye, 2/ des concepts clairs pour une théorie nouvelle, évoquant le lexique de Jean de Largentaye et quelques concepts fondamentaux de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, et 3/ des piliers à renverser, rappelant la force des oppositions. En conclusion, les leçons à retenir.

I. L'esprit libre d'un jeune haut fonctionnaire

En 1937, Largentaye ignorait l'existence de la *Théorie générale* et n'avait apparemment pas prêté attention à la personne de Keynes alors que l'œuvre maîtresse de ce dernier était publiée depuis plus d'un an. Rétrospectivement, cette situation paraît d'autant plus étonnante que la préparation du concours de l'Inspection de finances comprenait certainement des cours sur la monnaie. C'est en tout cas dans ce cadre que Largentaye s'intéressa à « *The Meaning of Money* », l'ouvrage (1909) qu'il citait souvent de Hartley Withers, directeur de l'hebdomadaire *The Economist*. Les premières pages du *Treatise on Money* de Keynes, qui traitent du même sujet, n'ont jamais été citées par Jean de Largentaye.

- Keynes impopulaire en France

Les rapports entre les économistes français et Keynes étaient compliqués, celui-ci manifestant volontiers de la condescendance envers la France. Son pamphlet, « *The Economic Consequences of the Peace* » était une critique du Traité de Versailles. L'idée que l'Allemagne ne pouvait pas payer les réparations influença l'opinion mondiale et alimenta le camp des « *appeasers* » anglais et américains.

Jeune économiste français familier de Keynes, Etienne Mantoux (1913-1945, mort au combat) contestait la thèse de Keynes, estimant que l'Allemagne était parfaitement capable de payer les réparations. La politique d'*appeasement* facilita la militarisation de la Ruhr (mars 1936) et contribua ainsi à faire sauter la pièce maîtresse du dispositif de protection militaire de la France au traité de Versailles. Le rôle de Keynes dans la montée de la menace nazie ne fut donc pas anodin.

- Les économistes français non préparés pour la crise de 1929

En matière de théorie économique, la France accusait du retard et souffrait du cloisonnement entre universitaires et fonctionnaires, même si des groupes d'intellectuels et des réseaux syndicaux qui participaient à des conférences internationales (comme celle de l'abbaye de Pontigny en septembre 1934 ou celle de Genève en 1936) s'intéressaient aux théories et expériences étrangères.

Proche de Léon Blum, Georges Boris s'était également intéressé à l'expérience de l'administration Roosevelt à cette époque. Mais en 1933 et 1934, son orientation socialiste le tenait probablement éloigné de Jean de Largentaye.

En France, les idées de Keynes étaient soit dédaignées ou ignorées, soit trop familières pour susciter le besoin de traduire sa Théorie générale. Mais surtout, la France n'avait pas saisi l'importance révolutionnaire de son ouvrage. Le lexique de la traduction cherchera à combler le retard intellectuel de la France.

- La préoccupation sociale de Jean de Largentaye alimente sa curiosité pour les questions monétaires

A l'Inspection des finances où il fut admis en 1931, Jean de Largentaye recherche les causes du dysfonctionnement du régime démocratique auquel il est devenu attaché. En France, la République est ébranlée par les manifestations anti-démocratiques du 6 février 1934. En 1936, l'atmosphère n'est pas loin de celle d'une guerre civile. Léon Blum est lynché dans la rue à Paris le 13 février 1936. La guerre civile éclate en Espagne en juillet 1936. Jean de Largentaye met les libertés individuelles au sommet des valeurs à défendre et voit dans le chômage l'échec majeur des démocraties libérales.

Licencié de L'Air Liquide en septembre 1929, il vécut douloureusement sa période de chômage et trouva insupportable la situation d'inutilité pour la société dans laquelle il se trouvait. Jean de Largentaye fera du chômage - nonobstant ses origines sociales conservatrices - la préoccupation prioritaire de ses responsabilités de haut fonctionnaire. Découvrant dans la monnaie une source principale de ce mal à ses yeux scandaleux, il n'hésitera pas à remettre en question la place de la finance dans l'organisation de la société.

Jean de Largentaye était de fait intrigué par les questions monétaires. Hartley Withers avait frappé son esprit. En 1933, il prend connaissance de l'ouvrage d'un ingénieur nommé Louis Fizaine. L'ouvrage « *Crise et monnaie* », propose de remplacer l'étalon-or par un ensemble de huit métaux et, en étendant l'étalon pour inclure un nombre assez grand de marchandises, d'obtenir une compensation

et un amortissement des fluctuations de leurs valeurs. Louis Fizaine jouit d'une certaine notoriété et multiplie les conférences dans les années 1930, y compris avec des personnalités politiques comme Paul Reynaud et François de Menthon.

Publiée en février 1936, la *Théorie générale* fut signalée à Jean de Largentaye par un camarade polytechnicien alors qu'il s'efforçait en 1937, au Mouvement général des Fonds (devenu la direction du Trésor) du ministère des Finances, d'apporter des éléments de réponse au ministre des Finances, Vincent Auriol (1884-1966), interpellé par le député Gaston Bergery (1892-1974). La *Théorie générale* lui permet de comprendre pourquoi l'analyse statistique de la question monétaire soulevée n'était pas satisfaisante, et au-delà de cela, lui donna la clef du dilemme qui empoisonnait la vie politique en France et le tourmentait personnellement dans ses interrogations morales et politiques.

Dès lors, le bouleversement que produisit la *Théorie générale* dans l'esprit du jeune inspecteur des finances le transforma en un propagateur zélé. Il consacra le reste de l'année 1937 à analyser, décrypter, diffuser le produit de ses études au ministère des Finances. En janvier 1938, il proposa à Keynes, qu'il ne connaissait pas, de traduire son ouvrage de 400 pages.

- Sous l'autorité de l'adversaire.

En 1937, Jean de Largentaye a pour supérieur hiérarchique son camarade aîné Jacques Rueff. Avec Charles Rist (1874-1955), économiste universitaire et sous-gouverneur de la Banque de France, Jacques Rueff (1896-1978) est en France un des grands défenseurs de l'étalon-or. Polytechnicien, Jacques Rueff est admis au concours de l'Inspection des finances en 1923. Au cabinet de Raymond Poincaré, président du Conseil et ministre des Finances (1926-1927), il se distingue en 1926 par une étude sur le taux de change d'équilibre du franc. Jacques Rueff admire l'économiste français Léon Walras (1834-1910), théoricien de l'équilibre des marchés.

Dans la logique de cet équilibre, Rueff considère qu'il n'y a pas de chômage autre que volontaire : un chômeur peut toujours trouver à s'employer s'il réduit ses exigences. A Londres lorsque l'Angleterre abandonne l'étalon-or (21 septembre 1931), Jacques Rueff, à l'instar du chancelier Brüning en Allemagne, prône la flexibilité des salaires à la baisse, afin d'ajuster l'économie aux prix internationaux. C'est, selon lui, la condition du maintien du plein emploi. Il estime qu'en Angleterre les indemnités de chômage et les salaires minimaux, contrairement à la flexibilité des salaires, ne font qu'exacerber le chômage.

Attaché financier à Londres de 1930 à 1934, Jacques Rueff est nommé en 1934 sous-directeur du Mouvement général des Fonds, puis directeur adjoint (1935-36) et enfin directeur (1936-1939). En mai 1937, son ministre Vincent Auriol lui demande de répondre à l'interpellation de Gaston Bergery à la Chambre des députés. Celui-ci reproche au gouvernement d'être soumis au « mur d'argent » et de mettre le pays en situation d'« asphyxie monétaire ».

Auriol veut en particulier savoir si la quantité de monnaie est inférieure à ce qu'elle était dans les périodes antérieures. La réponse du Mouvement général des Fonds, datée du 27 mars 1937, est signée de Jacques Rueff, directeur du Mouvement général de Fonds. Nulle mention du rédacteur, Jean de Largentaye.

La note trouve que la quantité de monnaie n'est pas inférieure en 1937 à ce qu'elle était en 1913, ce qui ferait penser qu'il n'y a pas d'asphyxie monétaire mais, poursuit la note, si l'offre de monnaie ne paraît pas insuffisante, sa demande pourrait l'être. Dans ce cas, c'est le besoin de monnaie qu'il faudrait développer en stimulant l'espoir de faire des bénéfices, moteur de l'activité économique. La note évoque ainsi ce que la Théorie générale désigne comme l'efficacité marginale du capital.

Et de conclure : « *Certaines réformes juridiques et fiscales et même monétaires pourraient y contribuer utilement* ». La suggestion contenue dans cette phrase sera mise en œuvre dans le programme de relance du second gouvernement Blum (13 mars 1938 - 8 avril 1938). Une annotation manuscrite en marge (certainement du signataire Jacques Rueff) demande, à propos des réformes : « Lesquelles dans les circonstances présentes ? ».

Parmi les réformes à préconiser, il y aurait certainement eu l'établissement d'un contrôle des changes, hérésie pour les adeptes de l'étalon-or, parmi lesquels figure Jacques Rueff. Le programme économique du second gouvernement Blum prévoira les mesures de protection de la monnaie qu'on peut lire dans l'exposé des motifs :

Il est indispensable aujourd'hui d'établir un système monétaire qui arrête les sorties d'or et empêche que l'octroi de crédits nouveaux n'aboutisse à faciliter l'évasion des capitaux. (...)

Il est indispensable que les banques françaises s'astreignent au même effort de discipline (que les banques anglaises et américaines).

La Banque de France centralisera les opérations sur devises.

Elle demandera communication des pièces justifiant les besoins de change et s'assurera de leur valeur.
(Mendès France, Œuvres Complètes)

II. Des concepts clairs pour une nouvelle théorie

Ce qui motive la traduction et ce qui la caractérisera pendant toute sa durée (avril 1938 à décembre 1939), ce sera la quête de concepts clairs. Il en résultera l'élaboration, de haute lutte par le traducteur, du lexique de la traduction française.

Dans ce lexique, Jean de Largentaye a présenté l'essentiel de la logique keynésienne, faisant apparaître le sens des causalités en distinguant les variables indépendantes ou exogènes (telles que la propension à consommer, l'efficacité marginale du capital, le taux d'intérêt ou l'unité de salaire) des deux principales variables dépendantes ou endogènes, c'est-à-dire la demande effective et l'emploi. Le traducteur a ainsi fourni l'armature linguistique du cadre théorique sur lequel étaient construites les politiques destinées à assurer le plein emploi, ou du moins à faire reculer le chômage qui frappait la plupart des économies occidentales à la fin des années 1930.

- La définition de l'inflation

Dès sa première lettre à Keynes, Jean de Largentaye exprime sa satisfaction de voir clarifiée la notion d'inflation. Jusque-là, le mot « inflation » faisait l'objet de différentes acceptions et signifiait le plus souvent « émission monétaire », l'exact inverse de « l'asphyxie monétaire » de Bergery. Jean de Largentaye s'adresse à Keynes pour la première fois en ces termes :

« Paris, le 31 janvier 1938.

Cher Monsieur.

Depuis plusieurs années, j'ai été constamment intrigué par la nature exacte de l'inflation et la limite au-delà de laquelle l'augmentation des moyens de paiement est censée constituer une véritable inflation. C'est parce que je ne pouvais pas découvrir la réponse à cette question fondamentale dans les études monétaires que j'ai été conduit à consulter votre Général Theory of employment, interest and money.

Dès que je l'ai lue pour la première fois, cette œuvre m'a considérablement éclairé sur le sujet et maintenant que je la relis et y est mûrement réfléchi, votre General Theory m'apparaît dans toute sa parfaite clarté et justesse. ...»

Jean de Largentaye a manifestement pris connaissance du chapitre XXI « La théorie des prix » de la *Théorie générale*. Ecartant la théorie quantitative de la monnaie, ce chapitre montre la complexité de la relation entre l'émission monétaire et ses effets sur les prix et la production, ce qu'évoquait jusque-là imparfaitement la notion l'inflation. Keynes considère que « l'inflation véritable » se manifeste en situation de plein emploi exclusivement par la hausse des prix dès lors que la production ne peut plus augmenter sinon au rythme lent des gains de productivité.

Cette idée marquera la note que Largentaye remet quelques semaines plus tard, le 26 mars 1938 (pendant le second gouvernement Blum), sur les « dépenses extraordinaires de l'Allemagne ». Jean de Largentaye montre dans cette note que, moyennant un strict contrôle des changes, un programme important de dépenses peut être financé par l'équivalent de la planche à billets, sans inflation.

- Plein emploi et préférence pour la liquidité

Le plein emploi, objectif principal de la *Théorie générale*, représente une notion nouvelle et révolutionnaire par rapport à l'hypothèse orthodoxe. Celle-ci supposait que le plein emploi était toujours réalisé. Dans cette hypothèse, le chômage ne pouvait être que volontaire. Keynes montrera au contraire que l'emploi était lié à la demande, laquelle dépendait d'un certain nombre de variables. La « demande effective » est, comme on sait, une notion essentielle de la *Théorie générale*. Jean de Largentaye estima qu'en français il fallait créer l'expression, « plein emploi », plus élégante qu'« emploi complet » ou que « volume complet de l'emploi », suggestions que lui faisaient ses interlocuteurs.

Autre concept inventé par Keynes, la préférence pour la liquidité (*liquidity preference*) n'existait pas dans le vocabulaire français. Les économistes n'envisageaient en France que la demande de monnaie. En son chapitre 13 sur le taux d'intérêt, la *Théorie générale* analyse la préférence pour la liquidité en distinguant trois motifs : transactions, précaution et spéculation. Largentaye dut surmonter quelques désaccords linguistiques avec Keynes pour imposer la formulation française qu'il préconisait. Ce fut « préférence pour la liquidité ».

- Efficacité marginale du capital et taux d'intérêt

C'est en distinguant l'efficacité marginale du capital (le rendement attendu du capital investi) du taux d'intérêt, que Keynes fit apparaître le facteur essentiel de motivation de l'investisseur capitaliste. L'efficacité marginale du capital est le sujet du chapitre 11, par lequel Jean de Largentaye commença sa traduction.

La note de réponse à Gaston Bergery (27 mai 1937) évoquait la demande de crédits, sous laquelle on pourrait deviner la référence à l'incitation à investir, thème du Livre IV de la *Théorie générale*, qui commence par le chapitre 11. La réponse à Gaston Bergery observait en conclusion que, dans le système économique de forme capitaliste fondé sur la liberté de produire et d'acheter, l'espoir de réaliser des bénéfices était affaibli. Dans ces conditions, « il importe avant tout de le restaurer », c'est-à-dire de relancer la demande (une clarification que la signature de Rueff a peut-être empêchée).

- L'égalité entre l'épargne et l'investissement

L'égalité de l'épargne et de l'investissement constitue une autre idée nouvelle majeure de la *Théorie générale*, au point de mériter, selon Jean de Largentaye, d'être appelée la loi de Keynes.

« L'innovation majeure de la Théorie générale est d'avoir mis en lumière l'égalité des montants globaux de l'épargne d'une part et de l'investissement d'autre part. ... Par son importance théorique et pratique, l'égalité des montants globaux de l'épargne et de l'investissement mériterait, semble-t-il, d'être appelée la loi de Keynes. Il en résulte par exemple que le freinage de la consommation ne peut de lui-même accroître le montant global de l'épargne. » (deuxième note du traducteur, 1968)

Cette égalité s'écartait de la théorie orthodoxe pour laquelle les deux entités étaient différentes et ne s'équilibraient que moyennant les forces du marché des capitaux.

III. Des piliers à renverser

- La libre circulation des capitaux

Malgré l'influence de la *Théorie générale*, il reste difficile de s'opposer à la libre circulation des capitaux, considérée dans certains milieux comme une liberté essentielle. Ce sentiment fut exprimé par Jacques Rueff à la suite des mesures prises pour contenir les effets de la faillite de la Kreditanstalt autrichienne le 11 mars 1931.

En Allemagne, la crise s'était manifestée dès le début de 1929 par le retrait des capitaux américains. Entre l'été 1928 et avril 1930, le chômage en Allemagne était passée de 355 000 à 3 336 000. Le 11 mai 1931, sous pression américaine, une conférence à Londres décida l'interdiction de la sortie des capitaux placés à court terme en Allemagne (d'où l'expression *stand still*) et confia la mise en place du dispositif à un comité qui siège à Bâle, le comité dit du *stand still*.

Jacques Rueff ne craignit pas de percevoir dans le *stand still* une violation des contrats aux termes desquels les capitaux étaient entrés en Allemagne. En déplorant ce « tournant de la

civilisation occidentale », il exprima l'attachement viscéral des milieux financiers à la libre circulation des capitaux :

La décision qui créa le comité avait, sans qu'on s'en rendît compte, une immense portée. Elle fut, véritablement, un tournant de la civilisation occidentale, fondée jusque là sur le respect des contrats et sur la liberté monétaire. Elle devait aboutir, en effet, au système entièrement nouveau qui allait permettre la pratique d'une politique d'inflation interne sans dépréciation de la monnaie. Autrement dit, elle instituait en Allemagne, le contrôle des changes (Rueff, 1963).

- La vague néo-libérale

Au tournant du XXI^e siècle, l'industrie de la titrisation financière a bâti son essor sur la théorie orthodoxe du laissez-faire. Au début des années 1950, la « chasse aux sorcières » du sénateur américain Joseph McCarthy avait laissé libre cours aux grands intérêts industriels et financiers américains dans la poursuite de la *Théorie générale*. Poussée par l'incessante pression des opposants à l'intervention de l'État, la théorie du laissez-faire appliquée à la finance finit par être défendue même par les responsables du parti démocrate américain, dont certains ont vanté la réduction du rôle de l'État jusque dans le domaine essentiellement régalien de la régulation financière.

La crise de 2008 a révélé les défauts de ces théories, confirmés par l'étonnant aveu d'Alan Greenspan, ancien président de la Fed. Dans une audition devant le Comité de la Chambre des représentants sur la supervision et la réforme du gouvernement (*Committee on Oversight and Government Reform*) le 23 octobre 2008, Alan Greenspan admit qu'il avait surestimé la capacité des marchés financiers à s'autoréguler et qu'il n'avait nullement prévu la possibilité que la dérégulation puisse déclencher des forces si destructrices sur l'économie.

Conclusion: Leçons pour les petits enfants de Keynes dans le contexte du développement durable

La principale leçon de la traduction française de la *Théorie générale* est le besoin de concepts clairs, exempts de principes préconçus ou d'*a priori* politiques. Tous les écrits de Jean de Largentaye qui suivront la traduction, préoccupés de plein emploi, sont dérivés des concepts de la *Théorie générale*, notamment de la demande effective.

On pourrait aussi rappeler qu'un langage simple met un texte à la portée de tout le monde. La *Théorie générale* reste un ouvrage technique, malaisé à lire, ce qui a pu contribuer à limiter sa diffusion. Au prétexte que son public était averti, Keynes s'est opposé à la proposition de Jean de Largentaye d'une traduction en langage commun. Pourtant, Keynes a cru nécessaire d'expliquer que sa Théorie reposait sur des idées simples (« *Les idées si laborieusement exprimées ici sont extrêmement simples et devraient être évidentes.* » - J.M. Keynes, Préface à l'édition anglaise de la *Théorie générale*, 1935)

L'histoire de la traduction de la *Théorie générale* est celle de l'enthousiasme d'un novice. En 1937, Jean de Largentaye, tout bardé qu'il fût des meilleurs diplômés français, découvrit par surprise l'existence de la Théorie générale, aboutissement de débats et de réflexions pourtant publiques sur les désordres monétaires et sociaux à l'échelle internationale. Quel que fût le cloisonnement intellectuel dans la France de l'époque, l'heureuse candeur intellectuelle de Jean de Largentaye, combinée sans doute au scepticisme que lui inspiraient les politiques de déflation appliquées en France, contribua certainement, comme le prévoyait Keynes dans sa préface à l'édition anglaise (cf. épitaphe en tête d'article), à faire prendre conscience au traducteur de l'importance des idées nouvelles.

L'histoire a malheureusement montré que la *Théorie générale* n'a pas rempli ses promesses. Les situations de plein emploi ont été plutôt limitées depuis sa publication, notamment en temps de paix, et l'inflation n'a pas été maîtrisée aussi aisément qu'on l'aurait voulu. Quant à la vague libérale qui a surgi à la fin des années 1970, elle a provoqué le retour d'inégalités considérables. Aujourd'hui, la cohésion sociale fait défaut pour affronter la crise environnementale.

Quant aux réformes monétaires – cet article n'a guère évoqué la critique de l'étalon fiduciaire qui sera certainement traitée à d'autres moments dans le colloque de Lille -, nous en sommes plus éloignées que jamais. Le monde de la finance, qui a prospéré avec l'essor des instruments fiduciaires, reste aujourd'hui plus encore qu'hier, l'ennemi bien implanté des réformes qui réduiraient ses pouvoirs d'émission monétaire.

BIBLIOGRAPHIE

- FIZAINÉ, Louis [1933], *Crise et Monnaie*, Nancy, Éditions de l'Union industrielle & commerciale de l'Est.
- KEYNES, John Maynard [1936], *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KEYNES, John Maynard [2017], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de l'intérêt*, traduction de Jean de Largentaye, Paris, Payot.
- LARGENTAYE, HELENE DE [2023], *Jean de Largentaye, économiste non conformiste (avec la collaboration d'Antoine Jourdan)*, Paris, Classiques Garnier
- [2021], *La Théorie générale de J.M. Keynes, une traduction française révélatrice, Dossier*, Revue d'histoire de la pensée économique 2021 – 2, n°12, Classiques Garnier
- MENDÈS FRANCE, Pierre [1984], *Œuvres complètes*, Tome I. *S'engager 1922-1943*, Paris, Gallimard, p. 816
- RUEFF, Jacques [1963], *L'âge de l'inflation*, Paris, Payot.